

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES











MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Reconstruction et sécurisation du mur d'enceinte du
Centre Hospitalier de Cadillac (33)**

N° du CCAP : CAD.CH.2025.001

Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux
12 Rue Dubernat
33404 Talence CEDEX
Tél : 05 56 79 56 79

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Reconstruction et sécurisation du mur d'enceinte du Centre Hospitalier de Cadillac (33)
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	12 mois
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat	5
1.3 - Réalisation de prestations similaires	5
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Intervenants	6
3.1 - Conduite d'opération	6
3.2 - Maîtrise d'œuvre	6
3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	6
3.4 - Contrôle technique	6
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	6
3.6 - Cotraitance	6
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
5 - Durée et délais d'exécution	7
5.1 - Durée du marché	7
5.2 - Délai d'exécution	7
5.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution	7
6 - Prix	8
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	8
6.2 - Modalités de variation des prix	8
7 - Garanties Financières	9
8 - Avance	9
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	9
8.2 - Garanties financières de l'avance	9
9 - Modalités de règlement des comptes	10
9.1 - Décomptes et acomptes mensuels	10
9.2 - Présentation des demandes de paiement	10
9.3 - Délai global de paiement	10
9.4 - Paiement des cotraitants	11
9.5 - Paiement des sous-traitants	11
10 - Conditions d'exécution des prestations	11
10.1 - Echantillons	11
10.2 - Ordres de service	11
10.3 - Documents à produire	11
10.4 - Caractéristiques des matériaux et produits	12
10.5 - Implantation des ouvrages	13
10.5.1 - Piquetage général	13
10.6 - Préparation et coordination des travaux	13
10.6.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	13
10.6.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	13
10.6.3 - Registre de chantier	14
10.7 - Etudes d'exécution	14
10.8 - Installation et organisation du chantier	14
10.8.1 - Installation de chantier	14
10.8.2 - Signalisation de chantier	14
10.9 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	15
10.9.1 - Gestion des déchets de chantier	15
10.9.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	15

10.9.3 - Documents à fournir après exécution	15
11 - Développement durable.....	15
12 - Réception	16
12.1 - Réception des travaux.....	16
12.1.1 - Dispositions applicables à la réception.....	16
13 - Garantie des prestations.....	16
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	16
15 - Pénalités	16
15.1 - Pénalités de retard	16
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé	16
15.3 - Autres pénalités spécifiques.....	17
16 - Assurances	18
17 - Clause de réexamen	18
18 - Résiliation du contrat.....	20
18.1 - Conditions de résiliation	20
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	20
19 - Règlement des litiges et langues	20
20 - Clauses complémentaires	20
20.1 - Obligations d'égalité, de laïcité, et de neutralité.....	21
20.2 - Clause complémentaire relative aux travaux supplémentaires ou modificatifs..	21
20.3 - Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives	21
20.4 - Augmentation du montant des travaux	21
21 - Dérogations	22

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Reconstruction et sécurisation du mur d'enceinte du Centre Hospitalier de Cadillac (33)

Le présent marché concerne les travaux de sécurisation et de reconstruction du mur d'enceinte du Centre Hospitalier de CADILLAC SUR GARONNE (33), suite à l'effondrement d'une partie de l'ouvrage et l'apparition de nombreux désordres.

Lieu(x) d'exécution :
Centre Hospitalier de Cadillac
89 rue Cazeaux Cazalet
33410 Cadillac sur Garonne

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes (annexe 1 co-traitants et répartitions des prestations, annexe 2 déclaration de sous-traitance)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le Rapport Initial du Contrôleur Technique (RICT)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- La série de plans, schémas et croquis, établis par le maître d'oeuvre ou par les bureaux d'études
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux
- Les notices et rapports techniques (étude de sols, étude de conception géotechnique mission GPRO, diagnostic géotechnique G5)
- Le calendrier détaillé d'exécution
- Les déclarations de travaux (DT) et les réponses des exploitants de réseaux : AGUR AEP, AGUR ASSAINISSEMENT, ENEDIS, GIRONDE TRES HAUT DEBIT, GRDF, ORANGE, SDEEG 33 SERVICE EP,
- Schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales de Cadillac - carte globale A0 (eaux-pluviales diag 2016 plan réseau)
- La déclaration préalable de travaux
- Le plan général de coordination sécurité (PGC)
- Le plan d'installation d'organisation de chantier
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED), détaillant la méthodologie employée par le titulaire pour l'organisation, le tri et le suivi des déchets
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat dont la note détaillant les dispositions relatives à la gestion, à la valorisation et à l'élimination des déchets de chantier
- Le fichier d'éventuelles questions - réponses posées pendant la consultation.

La décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) n'est contractuelle que pour la décomposition des ouvrages nécessaires à l'établissement des situations de travaux et en ce qui concerne les prix d'unité destinés à l'évaluation des travaux éventuellement en supplément ou en déduction du prix global, suivant les ordres de service délivrés. En aucun cas, les quantités indiquées dans ce document n'ont de valeur contractuelle, le prix du marché étant global et forfaitaire.

L'intégration du DPGF dans les pièces marchés ne modifie en rien le caractère forfaitaire du marché. Il fige simplement les prix unitaires des prestations chiffrées mais n'engage en rien le maître d'ouvrage sur les quantités et les descriptifs de celui-ci.

3 - Intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

L'assistance à maîtrise d'oeuvre au niveau de l'aspect géotechnique sera assurée par la société :

ANTEA GROUP

immeuble le Tertio-pôle - entrée A3

61 rue Jean Briaud

33692 MERIGNAC CEDEX

3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

3.4 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

APAVE INFRASTRUCTURE CONSTRUCTION FRANCE

6 rue du Général AUdran

92400 Courbevoie

Les missions de contrôle technique sont les suivantes :

- L solidité des ouvrages constitutifs ou indissociables au bâtiment,
- LE solidité des existants,
- AV vérification des avoisinants,

3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

3.6 - Cotraitance

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Cependant, en cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de ses co-traitants.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

En matière de sécurité, le titulaire est tenu de respecter les dispositions législatives ou réglementaires.

Le chantier étant situé dans un hôpital psychiatrique, l'entreprise devra respecter les consignes de sécurité données par l'hôpital.

Une clôture devra isoler le chantier et en interdire l'accès à toute personne étrangère aux travaux, avec un portail d'accès avec un système de verrouillage, selon les caractéristiques indiquées à l'article 3.3 du CCTP.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du marché

La durée du marché débute à compter de sa date de notification jusqu'au terme de la Garantie de parfait Achèvement, ou au plus tard jusqu'au 31 décembre 2035 en cas d'interruption de chantier.

5.2 - Délai d'exécution

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 12 mois, dont une période de préparation de 2 mois, conformément à l'article 28.1 du CCAG Travaux.

- La période de préparation débute à compter de la date fixée par ordre de service.
- L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Le délai d'exécution de chaque tâche sera précisé pendant la période de préparation et fera l'objet d'un calendrier détaillé d'exécution, le calendrier prévisionnel annexé au présent CCAP n'ayant qu'un caractère indicatif.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 1 et 2 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 21 jours.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 3 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Gel	-5°C à 7 heures	1 jour(s)
Pluie	plus de 15 minutes par jour	1 jour(s)
Vent	plus de 60 km / h durant plus d'une demi-journée	12 heure(s)
Neige	accumulation de neige au sol sur 10 cm ou plus au cours de la journée	1 jour(s)

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de :
Station météorologique de Mérignac (33)

5.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Le délai d'exécution des travaux est défini conformément au calendrier prévisionnel d'exécution annexé au présent CCAP.

Calendrier détaillé d'exécution

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le titulaire après consultation du maître d'oeuvre dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution.

Ce calendrier met en évidence les tâches à accomplir et leur enchaînement et pour chacune d'entre elles, les durées et les dates de début et de fin (au plus tôt et au plus tard) ainsi que les marges disponibles pour leur exécution. Il est visé par le maître d'oeuvre, dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation, puis notifié au titulaire.

B) En cas de retard dans la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux, un délai de six mois est prévu. Il est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres aux tâches débutant en premier les prestations d'une part et la tâche considérée d'autre part.

C) Au cours du chantier et avec l'accord du maître d'oeuvre, le calendrier détaillé d'exécution peut être modifié dans la limite du délai d'exécution d'ensemble fixé à l'acte d'engagement. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service au titulaire.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix des prestations comprennent notamment :

- Les installations de chantier et leur maintenance pendant la durée des travaux ;
- Le transport et l'amenée à pied d'oeuvre de tout le matériel ;
- Les prestations et frais entraînés pour le respect de la législation concernant la "Sécurité et la protection de la santé sur les chantiers" ;
- le nettoyage du chantier et la remise en état au fur et à mesure de l'exécution des travaux ;
- L'établissement de tous les plans et pièces annexes ;
- Les plans des installations de chantier ;
- Le conditionnement, le transport et le traitement des déchets issus du chantier ;
- La constitution du Dossier des Ouvrages Exécutés récapitulant les travaux réalisés et leur suivi (PRA, métrologie, bilan aérodynamique, registre de sécurité, BSDA, ...) ;
- Et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.
- L'article 10.3 du CCAG Travaux s'applique également.

Les prix tiennent compte des dépenses communes de chantier.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT01 (n) / BT01 (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index BT01 « Index du bâtiment - Tous corps d'état - Base 2010 ».

7 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 10,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330582300019
- Code service : PAT_LSCP

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Adresse d'exécution :

Centre Hospitalier de Cadillac
89 rue Cazeaux Cazalet
33410 CADILLAC SUR GARONNE

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

10.1 - Echantillons

Le titulaire du marché est tenu de fournir les échantillons de pierre prévus dans le CCTP, qui leur serait demandé par le Maître d'oeuvre, ainsi que toutes documentations ou documents correspondant à leurs prestations.

Ces fournitures seront transmises avant le passage de la commande de pierre.

10.2 - Ordres de service

Le maître d'ouvrage rédigera et transmettra l'ordre de service pour démarrage de la phase de préparation et l'ordre de service pour démarrage de la phase d'exécution.

Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG Travaux, les prestataires devront les retourner signés au maître d'ouvrage pour accuser réception dans un délai de 15 jours à réception de l'ordre de service.

Les ordres de service relatifs aux travaux supplémentaires ou modificatifs sont détaillés dans l'article 20.2«
Clauses complémentaires » du présent CCAP.

10.3 - Documents à produire

Les prestataires devront fournir les documents suivants :

OBJET	DELAIS DE REMISE
L'attestation d'assurance	15 jours à compter de la notification du marché
Le Plan d'Assurance Qualité (PAQ), qui précise l'organisation du chantier, la méthodologie, les modes opératoires, le programme et le calendrier d'exécution, le phasage, ainsi que les mesures prises pour assurer le contrôle de la qualité.	30 jours à compter du début de la phase de préparation
Le PPSPS et tous documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs. La liste des personnes autorisées à accéder au chantier et les effectifs prévisionnels affectés au chantier.	Voir article 10.6.2 du présent CCAP

Les contrats des sous-traitants	
OBJET	DELAIS DE REMISE
Plan de Gestion des Déchets, décrivant explicitement les différents types de déchets générés lors de la prestation et donnant, pour chacun la filière d'évacuation	Pendant la phase de préparation ou au maximum 2 mois après la notification
Dossier d'exécution comprenant les fiches procédures, plans d'exécution et spécification techniques détaillées, études d'exécution et notes de calcul, fiches techniques, planning, conformes aux descriptif de l'article 9.1.2.4 du CCTP	30 jours à compter du début de la phase de préparation
Photographies prises à chaque étape clé de la réalisation de l'aménagement, notamment des travaux réalisés entre deux réunions de chantier et/ou les aménagements destinés à être recouverts. La liste des étapes à justifier est indiquée à l'article 9.1.3 du CCTP	A remettre en même temps que le DOE
Dossier d'ouvrages exécutés (DOE)	Voir article 10.9.3 du présent CCAP
Dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage (DIUO)	
Dossier de recolement comprenant : <ul style="list-style-type: none"> • Les plans de recolement des travaux exécutés et ouvrages réalisés, y compris calepinage le cas échéant ; • Les documents généraux (PAQ, PPSPS, PGED) • Une copie du dossier d'exécution, comprenant l'ensemble des fiches de procédure et des fiches d'écart. • Un rapport de synthèse sur l'ensemble des résultats des essais et mesures de contrôle effectuées ; • Une copie du journal de chantier ; • Une copie des Compte-rendu de chantier ; • Une note synthétique précisant l'ensemble des éléments nécessaires à l'entretien ou au suivi de la vie de l'ouvrage, ou à sa reprise ultérieure le cas échéant. 	A remettre en même temps que le DOE

Les documents devront être remis à la Maîtrise d'Ouvrage et au Maître d'Oeuvre en version numérique dans un premier temps. Après acceptation du document, un exemplaire papier et 1 exemplaire sur clé USB devra également être transmis au Maître d'Ouvrage.

Ces documents doivent être remis sous le format numérique suivant :

- Rapports et documents divers : .pdf,
- Tableurs : format excel ;
- Plans et levés : DWG.

L'entreprise devra tenir à jour tous les documents, notamment si une fourniture est remplacée, l'entreprise devra fournir la fiche technique du nouveau matériau avant d'en demander la livraison sur site.

10.4 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

Les pierres de la partie effondrée du mur sont mises à disposition du titulaire du marché. Le titulaire pourra les récupérer sur le lieu de stockage au Château Lassalle, situé sur la commune de Laroque à environ 3 kilomètres de l'hôpital.

10.5 - Implantation des ouvrages

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire. Le coût du piquetage est compris dans les prix du contrat.

10.5.1 - Piquetage général

Le piquetage général n'a pas encore été effectué. Il sera effectué dans les conditions de l'article 27.2.3 du CCAG-Travaux.

10.6 - Préparation et coordination des travaux

10.6.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché qui, conformément à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, est de 2 mois à compter du début de ce délai.

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 jours au plus tard après la notification du marché.

Le maître d'ouvrage doit réaliser les voies et réseaux divers avant l'ouverture du chantier.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit effectuer les opérations suivantes :

- Adaptation et modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier ;
- Constitution du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail ; 21 jours avant le début des travaux.

10.6.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent la notification de la décision de constitution du collège, les noms de ses représentants au sein du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;

- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

10.6.3 - Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

10.7 - Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

10.8 - Installation et organisation du chantier

10.8.1 - Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Les facilités suivantes sont mises en place :

- Le maître d'ouvrage prendra en charge le coût des consommations d'eau et d'électricité pendant la durée des travaux. Le titulaire aura la charge du branchement sur les points de raccordement aux bâtiments de l'hôpital.
- Une aire de stockage pour le matériel et les matériaux du chantier sera définie en concertation avec le maître d'ouvrage lors de la réunion de démarrage. Elle sera située à proximité de l'emprise de travaux.

10.8.2 - Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

10.9 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

10.9.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

10.9.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, le titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

10.9.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

Les documents devront être remis à la Maîtrise d'Ouvrage et au Maître d'OEuvre en version numérique dans un premier temps. Après acceptation du document, un exemplaire papier et une version numérique sur clé USB devra également être transmis au Maître d'Ouvrage.

Ces documents doivent être remis sous le format numérique suivant :

- Rapports et documents divers : .pdf,
- Tableurs : format excel ;
- Plans et levés : DWG.

Chaque document devra comporter à minima les indications suivantes :

- Le numéro ;
- Le titre complet ;
- La date d'établissement, les indices de modifications, avec les dates correspondantes ;
- La nature des modifications (la mention « mise à jour » seule est insuffisante).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 100,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

11 - Développement durable

Le prestataire doit intégrer une démarche écoresponsable dans le cadre de l'exercice de sa mission.

Ces mesures portent sur les actions visant à améliorer la performance en matière de protection de l'environnement du candidat notamment en termes d'organisation (optimisation des déplacements, tri des déchets par exemple) et d'équipements techniques mis en œuvre pour l'exécution des prestations (Utilisation de véhicules propres, utilisation de produits issus de filières vertueuses par exemple).

12 - Réception

12.1 - Réception des travaux

12.1.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

13 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 48 du CCAG-Travaux, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux, le titulaire subira, par jour de retard dans l'exécution ou l'achèvement des travaux ou la livraison ou dans la levée des réserves, qu'il s'agisse de l'ensemble du marché ou d'une tâche du calendrier d'exécution une pénalité ou une retenue de 1 000 euros par jour.

Ces dispositions s'appliquent aux délais intermédiaires définis dans le planning d'exécution. Ce retard sera apprécié en fonction de l'état d'avancement hebdomadaire établi par le maître d'œuvre.

Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité, au cas où le retard serait résorbé sans aucune conséquence sur le déroulement de l'opération, de remettre tout ou partie de ces pénalités.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-Travaux, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Les pénalités ou retenues sont non révisables.

15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15.3 - Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 200,00 € par absence.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Retard dans l'installation de chantier	Journalière	300,00 €	Pénalités appliquées à compter de la date mentionnée sur l'ordre de service démarrant la phase d'exécution
Manquement aux mesures de sécurité spécifiques du site	Forfaitaire	400,00 €	Pénalités appliquées du simple fait de la contestation du manquement par la MOA/MOE
Dépôt de matériels, matériaux, terres, gravais en dehors des zones prescrites	Forfaitaire	400,00 €	Pénalités appliquées du simple fait de la constatation du manquement
Retard dans la remise des plans d'exécution	Journalière	200,00 €	Pénalités appliquées au-delà des 30 jours suite au début de la phase de préparation
Retard dans la présentation des échantillons	Journalière	200,00 €	Pénalités appliquées à compter de la date mentionnée dans le planning d'exécution conformément à l'article 5.3 du présent CCAP
Retard pour le repliement des installations de chantier et remise en l'état	Journalière	200,00 €	Chaque entrepreneur doit enlever du chantier, à la date prévue au calendrier d'exécution, dans le délai de 10 jours à dater de la réception, le matériel de l'entreprise, les matériaux refusés ou leur excédent, les installations de chantier, y compris leurs fondations, les déchets de toute nature. Si cela n'est pas fait le maître d'oeuvre peut 5 jours après mise en demeure, procéder à l'enlèvement, faire transporter à la décharge publique, déposer sur des terrains pris en location, les matériaux, matériels ou déchets en cause, le tout aux frais de l'entrepreneur et sans qu'il puisse faire aucune réclamation.
retard dans la transmission de l'attestation d'assurance	Journalière	100,00 €	Dans un délai de 15 jours après la notification du marché, le titulaire ou chacun des cotraitants doit justifier des assurances couvrant sa responsabilité civile professionnelle et décennale.
Retard dans la transmission du schéma d'organisation et de gestion des déchets	Journalière	100,00 €	Pénalité appliquée à la date la plus tardive définie à l'article 10.1 du présent CCAP
Retard dans la transmission du PPSPS et tous documents relatifs à la sécurité	Journalière	100,00 €	Retard dans la transmission du PPSPS et tous documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs, de la liste des personnes autorisées à accéder au chantier des effectifs prévisionnels affectés au chantier et des contrats des sous-traitants. Dans un délai 15 jours à compter du début de la phase de préparation

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Retard dans la transmission du Dossier d'Ouvrages exécutés	Journalière	100,00 €	Dans un délai de 3 semaines après la réception des travaux.
Non-retour des ordres de service	Journalière	100,00 €	Délai de 15 jours calendaires décompté comme précisé à l'article 10.2 du CCAP
Retard ou mauvaise réalisation dans le nettoyage du chantier	Journalière	150,00 €	Pénalités appliquées du simple fait de la constatation du manquement. Si le nettoyage se fait trop attendre même après signalisation du retard de nettoyage, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de confier le nettoyage à une entreprise tierce qui sera payée par le titulaire
Bruits de chantier au-delà de la limite prescrite	Journalière	400,00 €	Pénalités appliquées du simple fait de la constatation du manquement
Non-respect des prescriptions à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation	Forfaitaire	400,00 €	Pour chaque infraction constatée de : -non-respect des clauses du PGC mis à jour
Non fermeture du portail (jour&nuit)	Forfaitaire	400,00 €	Pénalité par infraction appliqué du simple fait de la contestation du manquement par le MOA/MOE
Stationnement hors zone réservée au chantier	Forfaitaire	400,00 €	Pénalité par infraction appliquée du simple fait de la contestation du manquement par la MOA/MOE
Non-respect de l'identification de l'entreprise en site occupé	Forfaitaire	150,00 €	Pénalités appliquées du simple fait de la contestation du manquement par la MOA/MOE de l'identification de l'entreprise sur les véhicules et les personnels
Non-respect des délais de remise des documents	Journalière	200,00 €	Pénalités appliquées au-delà des délais indiqués au CCTP

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

17 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

- Concernant les pierres utilisées pour le parement du mur, dans le cas où le réemploi des pierres stockées au Centre Hospitalier et les pierres neuves ne seraient pas suffisants, des quantités supplémentaires pourront être commandées, suite à la justification de l'entreprise validée par le Centre Hospitalier de Cadillac.

- Conformément aux dispositions des articles L2194-1 et R2194-1 du code de la commande publique, la cession complète du marché public est possible sous réserve de l'accord express du pouvoir adjudicateur du CHU DE BORDEAUX

- A la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence :

Le nouveau titulaire en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur ou son représentant, en lui transmettant les justificatifs nécessaires de l'opération de restructuration (RIB, Kbis ou équivalent, Extrait de parution au journal officiel éventuel, PV de décision le cas échéant...), il doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial. La cession de marché sera actée par un certificat administratif (ou avenant si modification du n° SIREN), accompagné des justificatifs nécessaires.

- En cas de disparition d'un indice de révision des prix, le calcul s'effectuera sur l'indice de remplacement en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire ; à défaut d'indice de remplacement unique, les parties utiliseront l'indice le plus proche sur proposition du titulaire du marché et après l'accord du pouvoir adjudicateur ou de son représentant. Le changement d'indice sera acté par un certificat administratif, il produira son effet à la date d'introduction de la nouvelle série et pourra donc avoir un effet rétroactif pour le calcul de la révision de prix.

- Découverte d'éléments non identifiables de structure ou du bâti lors de diagnostics préalables nécessitant une modification des travaux initialement non prévus.

- Découverte ou mauvais repérage d'anciennes fondations ou d'infrastructures enterrées ou de réseaux non identifiés lors des études géotechniques.

- En cas d'application des nouvelles dispositions légales ou réglementaires impactant les travaux de manière significative en cours de chantier.

- En cas d'évolution de la réglementation sanitaire locale ou nationale si de nouvelles mesures apparaissent sans lien avec les prestations existantes à la DPGF.

- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché En cas d'évolution de la réglementation sanitaire locale ou nationale, la durée du marché pourra être modifiée par voie d'ordre de service. Dans chacun des cas précités, le titulaire pourra prétendre au réexamen du montant de son marché en fournissant un devis détaillé au maître d'ouvrage, sur la base des prix du marché, aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier toute proposition formulée par le titulaire. Après examen et validation de la demande par ordre de service du maître d'ouvrage, un avenant contractualisera les modifications à apporter au marché. Le montant de ces modifications au vu des cas précités ne pourra pas excéder à la hausse ou à la baisse 50% du marché initial.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Bordeaux de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

20 - Clauses complémentaires

Responsabilité du titulaire :

L'entreprise demeurera responsable des dégâts, dégradations, désordres occasionnés par les vibrations ou autres, sur le chantier ou à des tiers, voisinage, voirie, réseaux publics, etc... Il sera également responsable de tous les accidents survenus sur le chantier ou à proximité dus à un manque de protection ou de signalisation. Avant le début de toute intervention, sera dressé par voie d'huissier et en présence du Maître d'Ouvrage, tous les constats nécessaires pour définir et préciser l'état des zones voisines au chantier et pouvant souffrir de l'intervention du prestataire. Ces constats porteront sur l'état des bâtiments, des espaces verts, des voiries, des divers réseaux d'alimentation et d'évacuation, des clôtures, etc. Les différents constats qui seront établis pourront être mis à disposition des autres entreprises sur simple demande auprès du Maître d'Ouvrage.

20.1 - Obligations d'égalité, de laïcité, et de neutralité

Le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

En premier lieu, ces personnels s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions. Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme.

En deuxième lieu, ces personnels s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les usagers.

En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers.

L'acheteur est informé, à cette fin, des mesures mises en œuvre par le titulaire pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

20.2 - Clause complémentaire relative aux travaux supplémentaires ou modificatifs

Conformément aux dispositions de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, les travaux supplémentaires ou modificatifs dont la réalisation est nécessaire au bon achèvement de l'ouvrage et pour lesquels le marché n'a pas prévu de prix sont notifiés par ordre de service au titulaire du marché par le maître d'œuvre. Le maître d'œuvre ne peut ordonner de changements dans la consistance des travaux sans l'accord préalable et express du maître d'ouvrage.

L'ordre de service détaillera les travaux modificatifs et/ou supplémentaires, ainsi que les prix nouveaux proposés pour ces travaux supplémentaires ou modificatifs. Ces prix sont soumis aux conditions initiales du marché, ils sont réputés tenir compte de toutes les charges supplémentaires éventuellement supportées par le titulaire du fait de ces changements, y compris l'indemnisation prévue aux articles 14.3 et 15.1 du CCAG Travaux s'il y a lieu, par dérogation à l'article 13.3 du CCAG Travaux.

Pour les travaux identiques, analogues ou de nature comparable à ceux prévus initialement, les prix nouveaux sont établis au moyen des prix d'unité présentés dans la DPGF du lot concerné, étant rappelé que les quantités présentées ne sont pas contractuelles et ne peuvent être utilisées dans ces évaluations.

Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG-Travaux, le titulaire est réputé avoir accepté les prix qui ont été fixés par l'ordre de service s'il n'a pas présenté d'observations au Maître d'œuvre en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'ordre de service. Si des observations sont formulées, le titulaire et le Maître d'œuvre disposent d'un délai de 15 jours pour arrêter les prix définitifs et procéder à l'établissement d'un nouvel ordre de service, signé et notifié dans ce délai par le maître d'ouvrage. Une fois les prix définitifs arrêtés, ces modifications feront ensuite l'objet d'un avenant, notifié au titulaire au plus tard à la date contractuelle d'achèvement des travaux.

20.3 - Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Les prix nouveaux sont des prix forfaitaires qui seront définis suivant les conditions économiques initiales du marché.

Par dérogation à l'article 13.6 du CCAG-Travaux, le titulaire est tenu de se conformer à un ordre de service mentionné à l'article 13.1 du CCAG-Travaux.

20.4 - Augmentation du montant des travaux

L'article 14.1 du CCAG-Travaux est complété ainsi : « Le montant des travaux s'entend du montant des travaux évalués, au moment de la décision d'augmentation ou de diminution du montant des travaux, à partir des prix initiaux du marché définis à l'article 12.1.1 du CCAG-Travaux, en tenant compte

éventuellement des prix nouveaux, fixés en application des articles 13.2 et 13.3 du CCAG-Travaux ou devenus définitifs en application de l'article 13.5 du CCAG-Travaux.

Le montant contractuel des travaux est le montant des travaux résultant des prévisions du marché, c'est-à-dire du marché initial éventuellement modifié par les avenants intervenus et par les OS établis dans le cadre de l'application de la clause de réexamen avec impact financier.

Par dérogation à l'article 14.2.2 du CCAG-Travaux, le titulaire est tenu de se conformer à tous les ordres de service même s'ils ont pour conséquence d'augmenter le montant contractuel des travaux de plus de 10%.

21 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Travaux
- L'article 10.2 du CCAP déroge à l'article 3.8.1 du CCAG Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2 du CCAG - Travaux
- L'article 20.2 du CCAP déroge à l'article 13.3 du CCAG Travaux
- L'article 20.2 du CCAP déroge à l'article 13.5 du CCAG Travaux
- L'article 20.3 du CCAP déroge à l'article 13.6 du CCAG Travaux
- L'article 20.4 du CCAP déroge à l'article 14.2.2 du CCAG Travaux